



**PRÉFET
DE VAUCLUSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction
Départementale
des Territoires de Vaucluse**

Arrêté N° DDT/S2E-2024/214

portant modification de l'arrêté réglementaire permanent en date du 11 février 2020 relatif à l'exercice de la pêche en eau douce dans le département de Vaucluse et de l'arrêté préfectoral N° DDT/S2E-2023/308 du 25 janvier 2024.

LE PRÉFET DE VAUCLUSE

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

Vu le titre III, livre IV du Code de l'environnement relatif à la pêche en eau douce et la gestion des ressources piscicoles et en particulier les articles L.436-5 et R.436-33 ;

Vu le décret du 14 février 2024 portant nomination de M. Thierry SUQUET en qualité de préfet de Vaucluse ;

Vu l'arrêté réglementaire permanent en date du 11 février 2020 relatif à l'exercice de la pêche en eau douce dans le département de Vaucluse ;

Vu l'arrêté préfectoral N° DDT/S2E-2023/308 en date du 25 janvier 2024 portant modification de l'arrêté réglementaire permanent en date du 11 février 2020 ;

Vu le cahier des charges et conditions particulières pour l'exploitation du droit de pêche de l'État du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2027 approuvé par le préfet de Vaucluse le 28 juin 2022 ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 1985 fixant la liste des espèces de poissons, de crustacés et de grenouilles représentées dans les eaux visées à l'article 413 du Code rural ;

Vu les demandes présentées par M. le président de la fédération départementale des associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique de Vaucluse (FDAAPPMA84) en date du 03 octobre 2024 ;

Vu la demande d'avis auprès du service départemental de Vaucluse de l'office français pour la biodiversité en date du 16 octobre 2024 ;

Vu l'avis du président de l'Association agréée interdépartementale des pêcheurs professionnels en eau douce (A.A.I.P.P.E.D.) Rhône aval Méditerranée en date du 02 décembre 2024 ;

Vu les consultations du public réalisées entre le 12 novembre 2024 et le 04 décembre 2024 dans le département de Vaucluse ;

Considérant que les dispositions du titre III, livre IV du Code de l'environnement relatif à la pêche en eau douce et la gestion des ressources piscicoles, permettent au préfet de réglementer la pêche en eau douce ;

Considérant que le Code de l'environnement fixe des tailles minimales de capture des poissons qui ne peuvent être inférieures à celles correspondant à l'âge de première reproduction ;

Considérant que l'espèce truite arc-en-ciel figure dans l'arrêté du 17 décembre 1985 susvisé et peut donc être introduite sans autorisation dans les cours d'eau de seconde catégorie ;

Considérant que les truites arc-en-ciel, introduites dans les eaux de seconde catégorie, sont des individus stériles issus de piscicultures et qui ne peuvent donc se reproduire dans le milieu naturel ;

Considérant que l'article R. 436-19 permet au préfet de lever l'interdiction de pêcher la truite arc-en-ciel d'une longueur inférieure à une taille minimale de capture dans les eaux classées en seconde catégorie piscicole ;

Considérant que le fleuve Rhône est classé en seconde catégorie piscicole dans le département de Vaucluse ;

Considérant que la pêche du brochet en seconde catégorie piscicole n'est pas autorisée du lundi suivant le dernier dimanche de janvier au dernier vendredi d'avril inclus ;

Considérant que pendant la période d'interdiction spécifique de la pêche du brochet dans les eaux de seconde catégorie piscicole, la pêche aux vifs, aux poissons morts ou artificiels et aux leurres susceptibles de capturer ce poisson de manière non accidentelle est interdite ;

Considérant que l'article R.436-33 I. 2° du Code de l'environnement permet au préfet de désigner les cours d'eau ou parties de cours d'eau où cette interdiction ne s'applique pas ;

Considérant que les déclarations de captures de la pêche professionnelle ainsi que les comptes rendus des pêches électriques montrent que, dans le lit vif du fleuve Rhône, dans le département de Vaucluse, la probabilité de capture de brochet, y compris en période de reproduction, est très faible ;

Considérant qu'il est admis dans les publications scientifiques qu'après une remise à l'eau consécutive à une capture, le taux de mortalité des brochets est faible et que les effets à long terme du stress induit par cette capture sur les traits reproductifs du brochet sont, s'ils existent, minimes ;

Considérant que pendant la période d'interdiction spécifique de la pêche du brochet, la pêche du sandre reste ouverte jusqu'au deuxième dimanche de mars inclus dans le département de Vaucluse ;

Considérant les observations du public pendant la période de vingt et un jours suivant la date de publication sur le site internet intervenu le 12 novembre 2024 ;

Sur proposition de monsieur le directeur départemental des territoires de Vaucluse,

ARRÊTE

Article 1er : Taille de capture des salmonidés

L'article 7.1 au titre III de l'arrêté réglementaire permanent du 11 février 2020 relatif à l'exercice de la pêche en eau douce dans le département de Vaucluse, modifié par l'arrêté

préfectoral N° DDT/S2E-2023/308 en date du 25 janvier 2024, est supprimé et intégralement remplacé par la rédaction suivante :

« 7.1 – Taille de capture des salmonidés :

- la taille minimum de capture de la truite fario est fixée à 25 cm dans tous les cours d'eau, parties de cours d'eau et plans d'eau du département ;
- la taille minimum de capture de l'omble de fontaine (dénommé aussi saumon de fontaine) est fixée à 23 cm dans tous les cours d'eau, parties de cours d'eau et plans d'eau du département ;
- la taille minimum de capture de la truite arc-en-ciel est fixée à 23 cm dans tous les cours d'eau, parties de cours d'eau et plans d'eau du département classés en première catégorie piscicole ;
- il n'est pas fixé de taille minimum de capture de la truite arc-en-ciel dans tous les cours d'eau, parties de cours d'eau et plans d'eau du département classés en seconde catégorie piscicole. »

L'article 7.2 du titre III de l'arrêté réglementaire permanent du 11 février 2020 relatif à la taille de capture des truites dans les Sorgues en première catégorie et dans l'Aigue Brun est supprimé.

Article 2 :

L'article 11 au titre V de l'arrêté réglementaire permanent du 11 février 2020 est supprimé et intégralement remplacé par la rédaction suivante :

« Article 11 : Pêche au vif, au poisson mort ou artificiel et aux leurres.

Pendant les périodes de fermeture de la pêche du brochet, la pêche au vif, au poisson mort ou artificiel, et aux leurres est interdite dans tous les cours d'eau, parties de cours d'eau et plans d'eau du département classés en deuxième catégorie piscicole, à l'exception de :

- l'Aygues en amont de la RN7 jusqu'à la limite du département de Vaucluse,
- l'Ouvèze entre le pont de la RD 950 (Sarrians/Jonquières) et le pont Romain de Vaison-la-Romaine,
- Le Calavon en amont de la RN100 à Apt (pont de la Bouquerie) jusqu'à la limite du département de Vaucluse.
- Le Rhône du PK 200,5 au PK 248, dans les limites du département de Vaucluse et à l'exclusion des secteurs suivants :
 - Les contre canaux du Rhône et le canal de Donzère-Mondragon ;
 - La lône de Caderousse (plan d'eau du Revestidou) ;
 - La darse du port de l'Ardoise ;
 - La lône de l'île de l'Oiselay et le bras des Arméniens ;
 - La lône de l'Ision sur l'île des Papes ;
 - Le plan d'eau du Parc des Libertés sur l'île de la Barthelasse ;
 - Les réserves de pêche.

Sur ces cours d'eau et parties de cours d'eau, tous les brochets, ainsi que les individus d'autres espèces durant leur période de fermeture spécifique, doivent obligatoirement être

remis à l'eau. En cas de capture accidentelle d'un brochet, celle-ci doit être déclarée à la FDAAPPMA84, qui transmet un bilan annuel à la Direction départementale des territoires de Vaucluse à l'adresse suivante : ddt-peche@vaucluse.gouv.fr »

Article 3 : Délais et voie de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nîmes (16, avenue Feuchères – 30000 NIMES) dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction administrative compétente est saisie par l'application Télérecours citoyen, accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Dans le même délai de deux mois à compter de la notification (ou de la publication pour acte réglementaire), la présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de M le préfet de Vaucluse – Direction départementale des territoires – 84905 AVIGNON Cedex 9 ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre de la Transition écologique et de la cohésion des territoires.

Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet, conformément à l'article R.421-2 du Code de justice administrative. Ce rejet implicite peut alors faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois.

Article 4 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse, les maires des communes concernées, le directeur départemental des territoires de Vaucluse, le directeur départemental de la sécurité publique de Vaucluse, le commandant du groupement de gendarmerie de Vaucluse, le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité de Vaucluse, les inspecteurs de l'environnement en poste à l'office français de la biodiversité, les garde-pêches de la fédération départementale des associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique de Vaucluse, les gardes-champêtres, les gardes particuliers assermentés et tous officiers de la police judiciaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera, en outre, publié au recueil des actes administratifs et notifié à monsieur le président de la fédération départementale des associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique de Vaucluse.

Avignon, le **26 DEC. 2024**

Pour le Préfet de Vaucluse, et par délégation,
Pour le Directeur départemental des territoires,
Le Chef de service eau et environnement,


Olivier CROZE